

Démission du *gouvernement* : les *syndicats* enseignants ont « *honte* » de l'exemple montré aux élèves !



Les syndicats l'assurent : gouvernement ou pas, ils vont maintenir la pression ! Archives STEPHANIE PÉRON CLÉMENT

Après trois journées de mobilisation depuis la rentrée, les *syndicats* n'ont « pas été écoutés ». Gouvernement ou pas, ils « maintiennent la pression » et assurent que « la contestation est à son plus haut niveau ».

« Nous sommes dans une crise politique depuis un moment mais là on bat des records : 14 h de vie d'un *gouvernement* annoncé hier soir... C'est du jamais vu ! » Malgré ce constat, Christophe Callay, secrétaire général de l'Union départementale CGT en Seine-Maritime n'attendait rien du nouveau – désormais ex- *gouvernement* : « Emmanuel Macron et consorts n'écoutent pas la rue ni les *syndicats*. Nous avons eu des discussions avec Sébastien Lecornu, qui n'ont pas été à la hauteur de nos revendications. Soit mettre fin à l'austérité, investir dans l'industrie pour la transition environnementale, agir pour l'emploi, redistribuer les richesses, contrôler les aides publiques reversées aux entreprises, etc. » Après les journées de mobilisation des 10 et 18 septembre et du 2 octobre, les *syndicats* vont continuer « de mainte-

nir la pression. Ce n'est pas parce qu'il n'y a pas de *gouvernement* que nous allons arrêter », assure Christophe Callay.

Selon le responsable syndical, « la contestation est à son plus haut niveau. La colère et l'indignation sont très fortes. *Les gens* sont pris à la gorge. C'est d'ailleurs dur de mobiliser car c'est très compliqué pour eux de faire grève et ainsi perdre une journée de salaire. Il faut arrêter avec cette politique d'austérité et aller vers une vraie politique sociale. Permettre aux gens de vivre décemment. »

« C'est difficile à assumer pour nous »

Pour David Lecomte, secrétaire général Force Ouvrière de l'Eure : « On s'oriente vers une crise de régime qui a des conséquences sur les travailleurs. » Comme la CGT, FO maintient la lutte : « On reste sur un plan syndical, avec nos revendications et il faudra qu'elles soient entendues. Car pour l'instant, ce n'est pas le cas. »

Du côté des enseignants, « nous avons *honte*, par rapport à nos élèves, de l'image renvoyée par nos représentants politiques. Quand les jeunes voient ce spectacle lamentable... C'est difficile à assumer pour nous », souligne Claire-Marie Féret, secrétaire académique du SNES-FSU. En outre, pour la professeure de Français au collège de Canteleu, « il serait temps de prendre en compte le résultat des élections législatives de l'an dernier. Emmanuel Macron a nié le résultat des urnes et voilà où nous en sommes maintenant. » Enfin, cette nouvelle démission du *gouvernement* « ne change rien à notre détermination à défendre les travailleurs et le cap que l'on continue d'exiger ».